

BUDGET DEC(2025) 14

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2024/2025

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 26 septembre 2025

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 26 septembre 2025

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC 14/2025 à l'intérieur de la section
III - Commission - du budget général pour l'exercice 2025

E 20018

Bruxelles, le 22 septembre 2025
(OR. en)

12984/25

FIN 1080

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Piotr SERAFIN, membre de la Commission européenne
Date de réception:	19 septembre 2025
Destinataire:	Monsieur Nicolai WAMMEN, président du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	BUDGET DEC(2025) 14
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 14/2025 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2025

Les délégations trouveront ci-joint le document BUDGET DEC(2025) 14.

p.j.: BUDGET DEC(2025) 14



COMMISSION
EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 19/09/2025

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2025
SECTION III - COMMISSION TITRES: 14, 30

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 14/2025

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 3004 Mécanismes de solidarité (instruments spéciaux)

POSTE - 30 04 01 02 Réserve d'aide d'urgence	CE	-233 532 319,00
	CP	-233 532 319,00

DU CHAPITRE - 1420 Projets pilotes, actions préparatoires, prérogatives et autres actions

POSTE - 14 20 03 01 Subventions au titre de l'assistance macrofinancière (AMF)	CE	-18 817 773,00
POSTE - 14 20 03 06 Organisations internationales et accords internationaux	CE	-923 822,20
POSTE - 14 20 04 04 Évaluations stratégiques et audits	CE	-599 290,00

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 1403 Aide humanitaire

ARTICLE - 14 03 01 Aide humanitaire	CE	253 873 204,20
	CP	233 532 319,00

I. PRÉLÈVEMENT

I.1

a) Intitulé de la ligne

30 04 01 02 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 16/09/2025

	CE	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	583 532 319,00	583 532 319,00
2 Virements	-350 000 000,00	-350 000 000,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	583 532 319,00	583 532 319,00
4 Crédits déjà utilisés	350 000 000,00	350 000 000,00
5 Crédits disponibles (3-4)	233 532 319,00	233 532 319,00
6 Prélèvement proposé	233 532 319,00	233 532 319,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	0,00	0,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	40,02 %	40,02 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2025	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	0 %	0 %

d) Justification détaillée du prélèvement

En vertu de l'article 9, paragraphe 1, point b), du règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027, tel que modifié par le règlement (UE, Euratom) 2024/765 du 29 février 2024, la réserve d'aide d'urgence est destinée à financer «des réactions rapides à des besoins urgents spécifiques dans l'Union ou dans des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en particulier pour les interventions d'urgence et les opérations d'appui en cas de catastrophe naturelle non couverte par le point a), de catastrophe d'origine humaine, de crise humanitaire, de menace de grande ampleur pour la santé publique ou en matière vétérinaire ou phytosanitaire, ainsi que pour des situations de pression particulière aux frontières extérieures de l'Union résultant de flux migratoires, lorsque les circonstances l'exigent (ci-après dénommée "réserve d'aide d'urgence")».

À la suite de la révision à mi-parcours du CFP – règlement (UE, Euratom) 2024/765 du Conseil modifiant le règlement (UE, Euratom) 2020/2093 fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2021 à 2027 –, la réserve d'aide d'urgence s'élève au total à 583 532 319 millions d'EUR en crédits d'engagement et de paiement pour 2025. Avec le DEC 03/2025, un montant de 350 millions d'EUR en crédits d'engagement et de paiement a été transféré à la ligne consacrée à l'aide humanitaire. Le virement proposé de 233,5 millions d'EUR épuise toutes les disponibilités restantes sur la ligne.

I. PRÉLÈVEMENT

I.2

a) Intitulé de la ligne

14 20 03 01 - Subventions au titre de l'assistance macrofinancière (AMF)

b) Données chiffrées à la date du 16/09/2025

	CE
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	59 267 773,00
2 Virements	-40 000 000,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	19 267 773,00
4 Crédits déjà utilisés	0,00
5 Crédits disponibles (3-4)	19 267 773,00
6 Prélèvement proposé	18 817 773,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	450 000,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	32,50 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2025	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	0 %

d) Justification détaillée du prélèvement

L'excédent de crédits d'engagement sur la ligne budgétaire «Subventions au titre de l'assistance macrofinancière (AMF)» découle du fait qu'aucune opération d'AMF comportant une part de subventions n'a été adoptée jusqu'à présent en 2025 et qu'il est peu probable qu'une opération de ce type soit adoptée avant la fin de l'année. L'AMF étant un instrument de crise, il est difficile de prévoir quelles opérations deviendront nécessaires. Par conséquent, il est proposé de transférer un montant de 18,8 millions d'EUR en crédits d'engagement à la ligne budgétaire consacrée à l'aide humanitaire. Les crédits de paiement correspondants qui ont été mis à disposition sur la ligne budgétaire seront utilisés dans le virement global.

I. PRÉLÈVEMENT

I.3

a) Intitulé de la ligne

14 20 03 06 - Organisations internationales et accords internationaux

b) Données chiffrées à la date du 16/09/2025

	CE
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	24 593 350,00
2 Virements	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	24 593 350,00
4 Crédits déjà utilisés	22 296 258,16
5 Crédits disponibles (3-4)	2 297 091,84
6 Prélèvement proposé	923 822,20
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	1 373 269,64
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	3,76 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE
1 Crédits disponibles en début d'année	487 396,21
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2025	462 316,44
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	5,14 %

d) Justification détaillée du prélèvement

En 2025, la Commission a déjà engagé et versé la plupart des contributions obligatoires et volontaires au titre de la ligne budgétaire «Organisations et accords internationaux». Par conséquent, il est proposé de transférer un montant de 923 822 EUR en crédits d'engagement à la ligne budgétaire consacrée à l'aide humanitaire. Les crédits de paiement correspondants qui ont été mis à disposition sur la ligne budgétaire seront utilisés dans le virement global.

I. PRÉLÈVEMENT

I.4

a) Intitulé de la ligne

14 20 04 04 - Évaluations stratégiques et audits

b) Données chiffrées à la date du 16/09/2025

	CE
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	18 799 637,00
2 Virements	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	18 799 637,00
4 Crédits déjà utilisés	14 847 531,17
5 Crédits disponibles (3-4)	3 952 105,83
6 Prélèvement proposé	599 290,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	3 352 815,83
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	3,19 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2025	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	0 %

d) Justification détaillée du prélèvement

La diminution des besoins en engagements en 2025 sur la ligne budgétaire «Évaluations stratégiques et audits» est liée à l'élaboration de nouvelles stratégies en matière de contrôle interne, d'audit et de lutte contre la fraude. À la suite de la suppression de l'ancien plan d'évaluation stratégique, la Commission lancera prochainement une enquête interne afin de recueillir des suggestions et des contributions sur la manière de configurer son nouveau plan à partir de 2026. Aucun autre nouvel engagement n'est donc prévu pour les évaluations stratégiques au titre de cette ligne budgétaire. Des évaluations opérationnelles, au niveau des interventions, font l'objet de contrats car elles sont financées par les dotations opérationnelles/par pays provenant de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – L'Europe dans le monde). Par conséquent, il est proposé de transférer un montant de 599 290 EUR en crédits d'engagement à la ligne budgétaire consacrée à l'aide humanitaire. Les crédits de paiement correspondants qui ont été mis à disposition sur la ligne budgétaire seront utilisés dans le virement global.

.

II. RENFORCEMENT

II.1

a) Intitulé de la ligne

14 03 01 - Aide humanitaire

b) Données chiffrées à la date du 16/09/2025

	CE	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 851 398 746,00	1 770 356 120,00
2 Virements	370 000 000,00	350 000 000,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	2 221 398 746,00	2 120 356 120,00
4 Crédits déjà utilisés	2 174 098 746,00	1 914 322 646,37
5 Crédits disponibles (3-4)	47 300 000,00	206 033 473,63
6. Renforcement demandé	253 876 316,31	233 532 319,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5+6)	301 176 316,31	439 565 792,63
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	13,71 %	13,19 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	220 765,34	169 934,67
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2025	0,00	1 183,50
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	100 %	99,3 %

d) Justification détaillée du renforcement

La Commission demande la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence à hauteur d'un montant total de 233,5 millions d'EUR en crédits d'engagement et en crédits de paiement et le transfert de 20,3 millions d'EUR en crédits d'engagement dans la rubrique 6 afin de fournir une aide humanitaire pour un certain nombre de crises humanitaires:

- la crise dans la Corne de l'Afrique (CE + CP 95 millions d'EUR);
- les crises en Afrique occidentale et centrale (CE + CP 48,5 millions d'EUR);
- la crise en Palestine¹ (CE + CP 50 millions d'EUR);
- la crise en Ukraine (CE + CP 40 millions d'EUR);
- la crise au Yémen (CE 20,3 millions d'EUR).

Dans l'attente de la décision de l'autorité budgétaire, la Commission prévoit d'annoncer le renforcement en faveur de la Palestine et du Yémen dans le cadre de l'engagement à prendre par l'UE lors de l'Assemblée générale des Nations unies qui se tiendra à New York le 24 septembre 2025. Cela permettra de répondre aux besoins accrus et de saisir l'occasion politique de donner un signal positif aux pays concernés.

¹ La dénomination «Palestine» ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.

ANNEX 1

1. Horn of Africa Crisis – Total increase of EUR 95 million needed

Countries in the Horn of Africa are facing mounting humanitarian needs as conflict, armed insurgencies, insecurity, natural disasters, epidemics and protracted crises continue to affect vulnerable populations and displace them. The situation is compounded by significant funding reductions, as well as humanitarian space restrictions, leaving humanitarian organisations struggling to cope with needs. Worsening nutritional values (including famine conditions), spread of epidemics such as cholera, and increase of protection issues are some of the trends observed.

1.1. Ethiopia – EUR 30 million needed

Current allocated amount in 2025: EUR 46 million

Ethiopia is facing three new humanitarian hotspots on top of ongoing crises. The conflict in South Sudan has driven **50,000 refugees** into Gambella, where no facilities exist to host them. Inter-communal **clashes in July 2025** on the Somali–Oromia border have further displaced more than **200,000 people**. In Amhara, intensifying conflict continues to disrupt services and drive displacement. Across the country, food assistance needs are currently at their peak due the lean season, with some pockets already reaching **emergency levels** at Integrated Food Security Phase (IPC) Phase 4. Simultaneously, **cholera outbreaks** in Amhara and malaria in northwestern Tigray are adding new pressures on already vulnerable communities.

Additional funding will support multi-sectoral life-saving assistance, including cash where feasible, as well as WASH, health, nutrition, protection, and education in Emergencies.

1.2. Somalia – EUR 30 million needed

Current allocated amount in 2025: EUR 36 million

Somalia is sliding back into crisis as **conflict intensifies** on multiple fronts and critical services collapse due to funding shortfalls. Since May 2025, fighting between the Federal Government, non-state armed groups, and federal member states has displaced more than **100,000 people**. The food security situation has sharply deteriorated, with **4.7 million people** in acute food insecurity, including **713,000** in IPC Phase 4 – a 29% increase compared to January 2025. Health and nutrition outcomes are also worsening as more than **150 health facilities** have closed since the beginning of the year due to funding gaps and insecurity.

Urgent funding is required to provide life-saving assistance for populations affected by recent conflict and drought. This includes food and nutrition support, shelter and essential household items, WASH, health, and protection.

1.3. South Sudan – EUR 35 million needed

Current allocated amount in 2025: EUR 70 million

Since March 2025, escalating violence has further worsened the already fragile humanitarian situation in South Sudan. Medical facilities have been attacked, weakening a health system that is struggling to contain a cholera outbreak and widespread malnutrition. According to the June 2025 IPC update, **2.3 million children** under five now require treatment for acute malnutrition, up from **2.1 million** earlier in the year. Alarming, **83,000 people** are facing **catastrophic food insecurity** at IPC Phase 5. Moreover, violence has displaced several hundred thousand people, including 139,000 who fled to Sudan, Ethiopia, Uganda, and the DRC.

Additional funds are urgently needed to most acute needs through life-saving assistance including food, health and nutrition, protection, WASH and shelter/non-food items.

2. West and Central Africa Crises – Total increase of EUR 48.5 million needed

Current allocated amount in 2025: EUR 119.4 million

The West and Central Africa region is facing **multiple overlapping crises** in regions such as the Central Sahel, Lake Chad Basin, and Central African Republic, compounded by the ongoing conflict in Sudan. These crises are exacerbated by **increasing violence**, **political instability**, and the effects of **climate change**, leading to extreme displacement and

food insecurity. In 2025, nearly **34.6 million people**, representing around **10%** of the population, will need humanitarian assistance, with about **11.9 million people** being displaced.

Food insecurity remains indeed a significant issue across the region. The March 2025 Cadre Harmonisé (CH) projects that a record **55 million people** will be in crisis or worse food insecurity between June and August, with almost **3 million** projected in emergency conditions. The **2025 lean season** is expected to be particularly severe, resulting in rising malnutrition rates, with both children and adults suffering from acute conditions, further complicating the humanitarian landscape.

The additional funds will be used to address emergency needs of vulnerable populations through a multi-sectoral approach which will range from food assistance (in kind/cash distribution for population under blockades/hard to reach, prolonged lean season needs), to health, nutrition, water, sanitation, shelter and protection.

The requested amount will be allocated to respond to urgent needs in Burkina Faso, Niger, Mali, Nigeria, and Central African Republic (CAR). Securing the **flexibility of the funds** by initially not allocating them at country level is necessary to address the overlapping cross-border crises in West and Central Africa more effectively. The distribution of funds will therefore be determined in line with evolving **humanitarian needs** and **operational access**, to ensure that the most pressing needs are effectively addressed.

3. Palestine – EUR 50 million needed

Current allocated amount in 2025: EUR 169 million

Gaza continues to face a catastrophic humanitarian crisis, with the entire population now **fully dependent on aid**. In parallel, the situation in the West Bank has significantly deteriorated, showing clear signs of following a similar path. Regardless of future developments in Gaza, the needs will remain immense. Sustained humanitarian aid is essential to maintain response capacity, prevent further deterioration, and respond to the unfolding famine. In the context of a heavily limited influx of aid, the United Nations officially declared a **famine in Gaza** on 22 August - the first such declaration in the Middle East, with experts warning that **500,000 people** face "catastrophic" hunger. On the same day, a joint press release by FAO, UNICEF, WHO and WFP estimated that by the end of September, more than **640,000 people** across the Gaza Strip will face **catastrophic levels of food insecurity** at IPC Phase 5.

In Gaza, the funding will target critical gaps in health (support for Emergency Medical Teams and local partners, as well as health supply chains) and nutrition (addressing malnutrition among babies, children, and adolescent girls), shelter (focusing on displacement and winterisation efforts), water and sanitation (including infrastructure, solid waste management, and water trucking), logistics/support to operations (such as procuring machinery for rubble removal), food assistance, and Multi-Purpose Cash Assistance (MPCA). Protection and Education in Emergencies will also be further supported. Given recent restrictions on goods, emphasis will be on scalable service delivery approaches within the current access environment while ensuring preparedness through stockpiling for large-scale responses.

In the West Bank, additional funding will help partners adjust their multi-sectoral responses to the worsening situation, including emergency preparedness and response for displaced populations. Rapid Response Mechanisms are expanding to address increasing displacement, while cash-based shelter solutions and MPCA is emerging as a key approach to meet diverse and unpredictable needs.

All humanitarian partner organisations have demonstrated **operational capacity in Gaza** – among them UNRWA, WHO, WFP, UNICEF – particularly under extreme conditions before the ceasefire. The **improved access conditions following the ceasefire** have facilitated **more effective implementation**, which this funding will further support. In the West Bank, partners are actively adjusting to a coercive environment with restricted access. The Commission will continue to prioritise support for humanitarian partner organisations capable of responding within this evolving operational context.

4. Ukraine – EUR 40 million needed

Current allocated amount in 2025: EUR 220 million (of which EUR 40 million frontloaded from the operational reserve – to be replenished by the Emergency Aid Reserve).

The humanitarian situation in Ukraine continues to worsen, with civilian casualties remaining high and large-scale drone and missile attacks on cities and critical infrastructure **intensifying since April 2025**. This ongoing violence - along with systematic assaults on urban centres and infrastructure - exacts a devastating toll on the civilian population, increasing the urgent need for assistance. Displacement is rising rapidly. According to IOM, over **179,000 people** were newly displaced in 2024, with more than **47,600 evacuated** from frontline areas between January and May 2025. A further **40,000** are **expected to be displaced** by September from key oblasts including Sumska, Chernihivska, Kharkivska,

Donetska, and Dnipropetrovska. Over half a million people remain dangerously close to the frontlines, where access to essential services is shrinking and needs for protection, healthcare, shelter, and basic supplies are growing. The upcoming **winter season** is a key concern, with most organisations lacking resources for early procurement of essential items, despite the season beginning in October. Ukrainian authorities have stressed the urgency of **timely winter preparedness** to avoid severe risks for conflict-affected populations.

In line with the 2025 Humanitarian Needs and Response Plan's objectives, the requested amount will be used to alleviate the suffering of the increasing number of war-affected people, in particular through preparedness measures for the upcoming winter season.

5. Yemen – EUR 20.3 million needed

Current allocated amount in 2025: EUR 80 million

Yemen's humanitarian crisis has deepened drastically since early 2025. According to the latest IPC data, by September 2025, **18.1 million people** – more than half of the population - will face acute food insecurity. This is the highest prevalence since 2022 and marks an increase of 1 million people, including some **41,000 people** projected to face famine. Without urgent action, famine is expected to spread to a total of 12 districts across Hajjah, Al Hodeidah, Sa'dah, Amran, Ad Dali', Al Jawf, Shabwa and Marib. Yemen is experiencing some of the highest malnutrition rates ever recorded. Nearly half of all children under five (approximately **2.3 million**) are acutely malnourished. The situation is worsening, and improvements are unlikely without a significant scale-up of integrated curative and preventive nutrition responses. The disruption of Ready to Use Therapeutic and Supplementary Food (RUTF), due to military escalation in the Red Sea and repeated airstrikes, represents an additional challenge. Due to the drastic funding cuts, health facilities are closing and disease outbreaks multiplying, with predictions of higher mortality and morbidity rates. Nearly **170 health facilities** across 80 districts have been forced to close, affecting **3.48 million people**.

The additional EUR 20.3 million will address urgent food, nutrition, and health needs to avert famine, disease, and irreversible harm, especially to children assistance.

ANNEX 2

COMMISSION TRANSFER PROPOSALS RELATED TO THE EMERGENCY AID RESERVE IN 2025

The table below shows the transfer proposals transmitted to the Budgetary Authority to date during 2025, which relate to the Emergency Aid Reserve (EAR), and the remaining amount under the EAR reserve following the approval of these proposals.

Commitment and Payment Appropriations 2025 Reserve (EUR)

Transfer Ref	Content	TOTAL Commitments	TOTAL Payments
	General Budget 2025 - Initial appropriations	583,532,319	583,532,319
DEC 03	Mobilisation of the EAR for humanitarian aid for Sudan, DRC, Palestine, Syria, Ukraine and Afghanistan (total value of DEC: EUR 350 million in CA and PA)	350,000,000	350,000,000
DEC 14	Mobilisation of the EAR for humanitarian assistance in the context of the crises in Africa, Palestine and Ukraine – EUR 233.5 million in CA + PA	233,532,319	233,532,319
	Total DEC transfer proposals	350,532,319	350,532,319
	Remainder	0,00	0,00